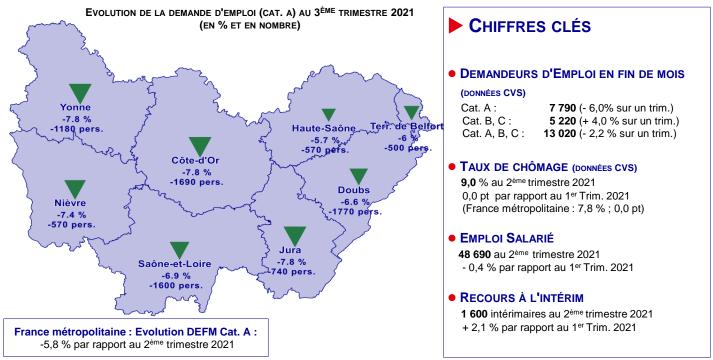
Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités



MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS

DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT



Source : Pôle emploi-Dares, STMT

Au deuxième trimestre 2021

L'emploi salarié (privé et public) diminue dans le Territoire de Belfort, soit 220 emplois en moins par rapport au 1^{er} trimestre 2021. Hors intérim, l'emploi dans les services marchands repart à la hausse. Plus gros employeur, le secteur des services non marchands supprime des postes. Le commerce, la contruction et l'agriculture se maintiennent. A l'inverse, l'industrie connaît de lourdes pertes. Sur un an l'emploi salarié croît de 1 %, une hausse inférieure à celle observée dans la région (+2,4 %). La demande en intérim progresse timidement (+2,1 % soit +30 intérimaires). Après la mise en place du 3^e confinement début avril, les demandes d'activité partielle ont à nouveau augmenté : près de 840 établissements contre 720 au 1^{er} trimestre. Environ 2 800 salariés ont été indemnisés, soit 6 % des salariés du département. Près de 435 000 heures ont été chômées, ce qui correspond à environ 360 emplois équivalents-temps plein. Le nombre moyen de foyers bénéficiaires du RSA (environ 4 300) diminue durant le trimestre. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-1,5%, soit -70), cette baisse annuelle est toutefois inférieure à celle enregistrée dans la région (-2,2 %).

Au troisième trimestre 2021

Les demandes d'activité partielle ont diminué en lien avec le redémarrage de l'activité et la levée des contraintes sanitaires : près de 230 établissements sont autorisés à recourir au dispositif et cela concerne environ 3 700 salariés. Les défaillances d'entreprises restent à un niveau historiquement bas. Les créations d'entreprises (hors micro-entrepreneur) sont bien orientées. Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (cat. A) fléchit. Les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (cat. BC) sont quant à eux plus nombreux grâce à la reprise de l'emploi. Les inscrits en catégories D et E sont plus nombreux sous l'effet de la mobilisation des politiques d'emploi et de formation

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) de Bourgogne-Franche-Comté

Directeur de publication : Monsieur Jean Ribeil

Réalisation : Service Etudes, Statistiques, Evaluation (SESE) - Tél. : 03.80.76.99.36 Retrouvez nos publications sur www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr



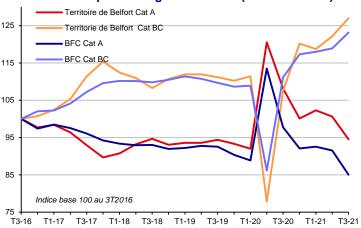
La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Domandaura d'amn	lai incarite an fin	do moio						
Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois								
	T3 2021	Var. (en	%) sur					
		1 trim.	1 an					
Territoire de Belfort :								
Données CVS-CJO								
Catégorie A	7 790	-6,0	-12,6					
Catégories B, C	5 220	+4,0	+18,1					
Catégories A, B, C	13 020	-2,2	-2,4					
Bourgogne-Franche-Comté :								
Données CVS-CJO								
Catégorie A	113 480	-7,1	-13,0					
Catégories B, C	102 460	+3,6	+10,8					
Catégories A, B, C	215 950	-2,3	-3,1					

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Territo	oire de Bel	BFC			
	T3	Var. (en %	%) sur	Var. (en %) sur		
Catégorie A	2021	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an	
Hommes	4 230	-4,7	-12,8	-6,3	-13,3	
< 25 ans	650	-5,8	-18,8	-8,2	-20,6	
25 - 49 ans	2 450	-5,4	-14,0	-6,5	-14,6	
50 ans et plus	1 130	-2,6	-5,8	-4,9	-6,1	
Femmes	3 570	-7,3	-12,3	-7,8	-12,7	
< 25 ans	480	-9,4	-20,0	-10,1	-16,4	
25 - 49 ans	2 100	-7,5	-11,8	-8,2	-13,8	
50 ans et plus	990	-5,7	-8,3	-6,2	-8,5	
Total	7 790	-6,0	-12,6	-7,1	-13,0	
< 25 ans	1 130	-7,4	-19,3	-9,1	-18,7	
25 - 49 ans	4 550	-6,4	-13,0	-7,3	-14,2	
50 ans et plus	2 110	-4,5	-7,5	-5,5	-7,3	

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

	sur an
	an
2,2	-3,4
1,1 -	-10,7
2,1	-3,3
I,1	+1,4
2,4	-2,9
1,3	-7,7
2,5	-3,0
1,3	-0,3
2,3	-3,1
1,2	-9,3
2,3	-3,2
1,2	+0,5
-4-2 -1 -4-2 -4-2	2,2 4,1 2,1 1,1 2,4 4,3 2,5 1,3 2,3 4,2 2,3 1,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs soustotaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois);
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois)
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Territ	oire de Be	elfort	BFC		
	T3	Var. (en	%) sur	Var. (en %) sur		
Catégories A, B, C	2021	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an	
Moins de 1 an	6 410	-0,6	-12,0	-1,3	-8,3	
DELD :						
1 à 2 ans	2 950	-9,5	+6,9	-6,8	+0,2	
2 à 3 ans	1 450	+3,6	+16,0	-1,6	+5,5	
3 ans et plus	2 200	+0,5	+7,3	+0,3	+4,2	
Total DELD	6 610	-3,5	+9,1	-3,3	+2,7	
Part des DELD	50,8%	-0,7 pt	+5,4 pt	-0,5 pt	+2,8 pt	

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T1	Moyenne ar	nuelle
	2021	2021	2020
Assurance chômage	6 350	6 350	5 720
Solidarité - Etat	770	770	790
Autres	110	110	120
Total DE indemnisés	7 220	7 230	6 630
Formation	410	410	340
Part des DE indemnisés* :			
Territoire de Belfort :	51,3%		
BFC	51,0%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Terri	toire de Be	BFC		
	T3	Var. anı	Var. annuelle		nuelle
	2021	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	219	0	+0,2	-232	-5,3
Fin de mission d'intérim	81	+18	+27,9	+241	+21,3
Démission	44	+2	+4,8	+121	+12,8
Rupture conventionnelle	62	-15	-19,1	-123	-8,4
Licenc. économique	24	-18	-42,9	-149	-30,7
Autre licenciement	80	+12	+17,2	-37	-2,7
Première entrée ⁽¹⁾	110	-20	-15,4	-377	-18,6
Retour d'inactivité ⁽²⁾	245	+4	+1,5	+121	+3,2
Réinscription rapide ⁽³⁾	238	+39	+19,6	+565	+17,8
Autre motif ⁽⁴⁾	95	+21	+29,1	+41	+3,6
Motif indéterminé	124	-13	-9,7	+1	0,0
Total	1 321	+30	+2,3	+170	+0,8

- (1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu"elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
- (2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
- (3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).
- (4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Territ	oire de B	BFC		
	Т3	Var. ar	nuelle	Var. an	nuelle
	2021	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
40					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	190	-3	-1,4	-7	-0,2
Entrée en stage ou formation	174	-12	-6,6	-123	-4,1
Arrêt de recherche**	108	+9	+9,4	+117	+6,0
dont maladie	65	+5	+9,0	+128	+11,3
Cessation d'inscription					
pour défaut d'actualisation	581	+5	+0,9	+439	+4,6
Radiation administrative	144	+83	+137,4	+640	+58,8
Autre cas ⁽²⁾	137	+22	+18,8	+129	+7,1
Total	1 333	+105	+8,5	+1 196	+5,8

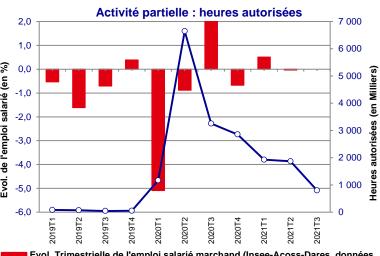
- **Maternité, maladie, retraite...
- (1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.
- (2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

► Les entreprises

Activité partielle

Donnée	s CJO*	Territoire de Belfort			
Heures	autorisées	T2 2021 T3 2021			
Nombre	de demandes en cours	1 113	252		
Volume	d'heures autorisées	1 869 771	799 514		
dont :	Agriculture	1 356	0		
	Industrie	514 607	435 713		
	Construction	50 320	5 240		
	Commerce	334 043	36 119		
	Services	969 445	322 442		
Etabliss	sements autorisés	977	227		
dont :	étabs de 50 sal. et plus	78	35		
Nombre	de salariés concernés**	8 347	3 704		
Total he	eures autorisées 12 mois glissés	9 903 863	7 448 964		

Source: DARES/Dreets BFC



 Evol. Trimestrielle de l'emploi salarié marchand (Insee-Acoss-Dares, données cvs)

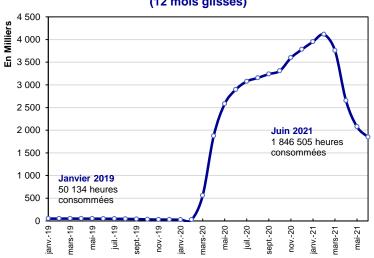
[—] Heures autorisées (Données CJO)



Source : DARES/Dreets BFC

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Créations d'entreprises

Données	s brutes	Territoire	Territoire de Belfort			
Créatio	ons d'entreprises	T3 2021	Evol./T3 2020			
			(en %)			
Nombre	de créations d'entreprises	341	-14,1			
dont :	Entreprises individuelles	28	+21,7			
	Micro-entrepreneurs	229	-21,8			
	Sociétés	84	+3,7			
Cumul s	sur 12 mois glissés	1 516	+19,9			
Nombre	de créations d'entreprises					
hors mi	cro-entrepreneurs	112	+7,7			
Cumul s	sur 12 mois glissés	454	+9,9			

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Défaillances d'entreprises

		Territoire d	e Belfort
Ouvertures de procédures		T3 2021	Evol./T3 2020
			(en %)
Nombre	d'ouvertures de procédures	11	-45,0
dont :	Sauvegardes	S	s
	Redressements judiciaires	S	s
	Liquidations judiciaires directes	8	-27,3
Nombre	d'emplois menacés	20	-84,1
dont :	Agriculture	S	S
	Industrie	6	-40,0
	Construction	7	n.s.
	Commerce	5	+66,7
	Services	S	S
Total de	es ouvertures sur 12 mois glissés	40	-61,2

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif s : secret statistique

^{*} corrigées des effets des jours ouvrables

^{**} en moyenne sur le trimestre

^{*} un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

^{**} en moyenne sur le trimestre



Effectifs salariés par secteur d'activité

Territoire de Belfort	Emploi hors intérim				Emploi y compris intérim (1)					
2 ^{ème} trimestre 2021	Nombre		Evol	ution		Nombre		Evol	ution	
(Données CVS)	de	Trimes	trielle	Annu	elle	de	Trimes	trielle	Annu	elle
	salariés	en nbre	en %	en nbre	en %	salariés	en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	140	+10	+8,6	+20	+15,0	140	+10	+8,6	+20	+15,0
Industrie	8 030	-130	-1,6	-280	-3,4	8 810	-170	-1,8	-30	-0,3
Industrie agro-alimentaire	530	+20	+4,3	+60	+12,3	530	+20	+3,0	+60	+12,3
Industries extractrives, énergie, eau, déchets	610	0	-0,5	0	+0,5	620	0	-0,8	-10	-1,2
Equipements élec. électron. info., autres machines	2 610	-20	-0,9	-200	-7,0	2 740	-40	-1,4	-170	-6,0
Matériels de transport	960	-70	-7,2	0	-0,1	1 060	-90	-7,8	-30	-3,0
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie,)	3 320	-50	-1,6	-140	-4,1	3 850	-50	-1,2	+130	+3,4
Construction	2 180	-10	-0,7	+50	+2,5	2 340	-20	-0,8	+80	+3,7
Commerce ; réparation auto.	5 280	0	-0,1	+40	+0,7	5 380	0	-0,0	+50	+1,0
Services marchands	12 390	+70	+0,6	+100	+0,8	13 010	+130	+1,0	+370	+2,9
Transports et entreposage	1 710	+10	+0,4	-50	-2,6	1 960	+50	+2,5	+130	+6,8
Hébergement et restauration	1 440	+140	+10,6	+230	+19,0	1 450	+140	+10,8	+230	+19,3
Information et communication	970	+10	+0,8	+70	+8,4	970	0	+0,1	+70	+7,6
Services financiers	940	+10	+0,6	-20	-2,2	950	0	+0,4	-20	-2,3
Services immobiliers	490	-10	-2,2	+40	+8,6	500	-20	-3,3	+30	+5,5
Services aux entreprises	5 430	-60	-1,1	-140	-2,5	5 760	-40	-0,6	-20	-0,4
Services aux ménages	1 400	-20	-1,2	-40	-3,1	1 400	-10	-0,9	-40	-2,6
Services non marchands	18 960	-200	-1,0	-40	-0,2	19 010	-170	-0,9	+10	+0,0
Ensemble	46 970	-270	-0,6	-110	-0,2	48 690	-220	-0,4	+500	+1,0

Champ: emploi salarié total (marchand et non marchand)

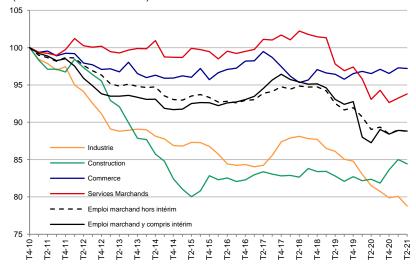
Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

raitement : Dreets BFC- SESE

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

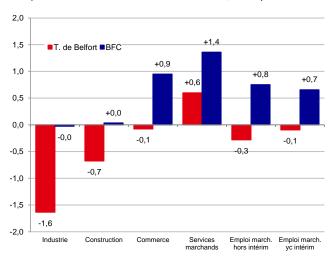
• dans les secteurs d'activité du département

(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

dans le département et au niveau régional (entre le 1^{er} trim. et le 2^{ème} trim. 2021, en %)



Source: Insee, estimations d'emploi; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

⁽¹⁾ Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Territoire de Belfort	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾				ours à érim ⁽²⁾		ent temps e sur le tri	Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
2 ^{ème} trimestre 2021		Evol	Evolution		Evol.		Evolution		au cours du	Evolution
(Données CVS)	Nombre	Trim. (en %)	Annuelle (en %)	(en %)	(en %) annuelle (en points)		Trim. (en %)	Annuelle (en %)	trimestre (en semaines)	sur 1 an (en pt)
Agriculture	S	s	s	s	s	S	s	s	0,9	0,0
Industrie	820	+1,7	+54,8	9,3	+3,3	780	-3,7	+116,7	2,4	-1,4
Construction	120	-25,1	-24,4	5,3	-1,8	140	-22,2	+40,0	3,4	+0,2
Commerce	90	-4,0	-3,8	1,7	-0,1	80	-11,1	+33,3	1,6	-0,6
Services	560	+12,9	+54,3	4,3	+1,5	520	+8,3	+85,7	2,1	-1,5
Ensemble	1 600	+2,1	+38,7	5,4	+1,5	1 510	-3,8	+88,8	2,3	-1,1

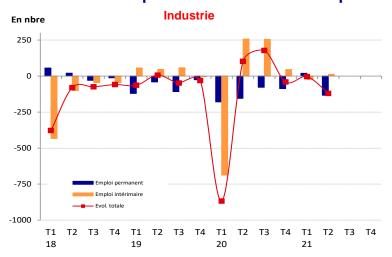
s : secret statistique

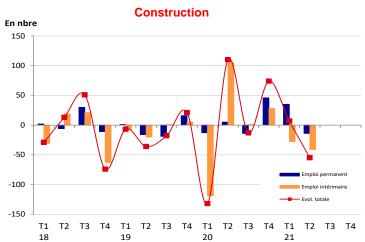
Note: Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

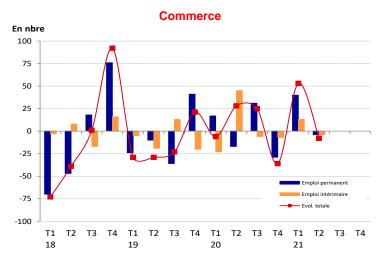
- (1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi activité.
- (2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.
- (3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.
- (4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

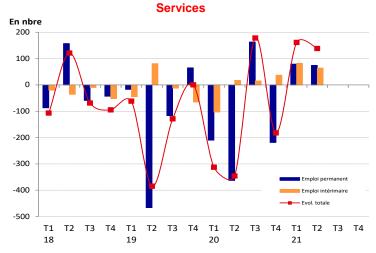
Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité









Note: Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acoss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.



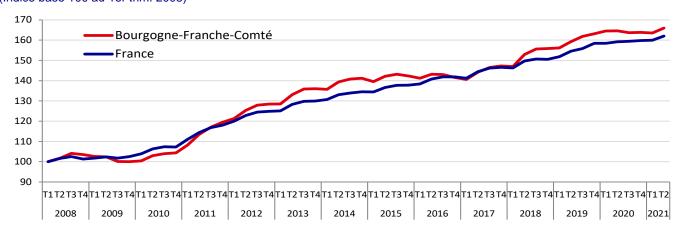
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2021	Actifs	Emploi salarié (y compris intérim)				Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)					
	occupés	Liicuii I ait	Part	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif	Part	Evol.	Evol. A	nnuelle
	DD 2040				en nbre	en %	(en nbre)	(en %)	Trim. (en %)	en nbre	en %
Côte d'Or	220 025	216 790	22,4	+0,6	+5 910	+2,8	144	0,4	+5,9	-8	-5,3
Doubs	221 304	193 390	20,0	+0,4	+3 450	+1,8	28 184	72,0	+1,4	+287	+1,0
Jura	105 358	86 290	8,9	+0,5	+2 650	+3,2	6 527	16,7	+1,3	-31	-0,5
Nièvre	71 403	65 390	6,8	+0,4	+740	+1,1	15	0,0	+25,0	+1	+7,1
Haute-Saône	92 636	65 990	6,8	+0,1	+1 290	+2,0	483	1,2	+4,1	+10	+2,1
Saône-et-Loire	211 354	184 070	19,0	+0,7	+5 940	+3,3	181	0,5	+2,3	+21	+13,1
Yonne	127 326	107 530	11,1	+0,3	+2 610	+2,5	19	0,0	+5,6	+2	+11,8
Territoire de Belfort	55 900	48 690	5,0	-0,4	+500	+1,0	3 571	9,1	+1,7	+44	+1,2
BFC	1 105 305	968 140	100,0	+0,5	+23 090	+2,4	39 124	100,0	+1,5	+326	+0,8

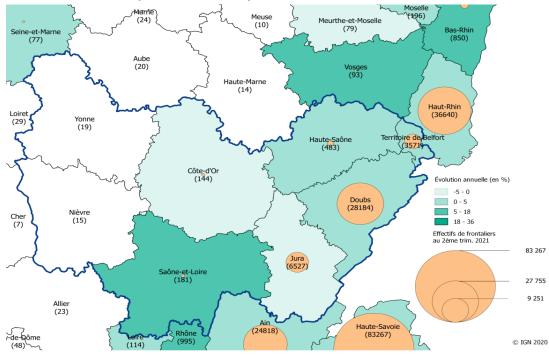
Sources: INSEE - RP 2018 (enquêtes annuelles 2016 à 2020); Insee, estimations d'emploi; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS); Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de 1,0 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 28 184 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Territoire de Belfort 2e trimestre 2021		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
Embauches		235	263	1 165	5 663	7 326
Répartition en %		3,2	3,6	15,9	77,3	100,0
dont en % :	CDD	50,6	55,9	81,0	88,5	84,9
<	: 25 ans	34,0	31,2	49,6	25,9	30,2
25 -	49 ans	49,4	54,8	40,3	47,0	46,3
50 -	54 ans	8,5	6,5	3,9	9,9	8,8
55 ans	ou plus	8,1	7,6	6,3	17,1	14,8
F	emmes	44,3	7,2	61,9	70,4	65,9
Sorties		335	249	1 108	5 515	7 207
Répartition en %		4,6	3,4	15,1	75,3	100,0
dont en %: Fins de	e CDD	26,6	43,8	72,7	83,7	78,0
dont CDD <	1 mois	32,6	30,3	72,7	88,0	83,8
Den	nissions	20,9	26,9	12,1	6,0	8,4
Licenciements écono	miques	1,8	0,4	0,9	0,9	1,0
Licenc. non écono	miques	15,2	12,9	5,5	2,8	4,2
	Retraite	7,2	2,8	1,4	0,9	1,4
Ruptures Convention	nnelles	9,3	6,0	2,8	1,7	2,4
<	: 25 ans	22,7	24,1	45,1	21,4	25,2
25 - 49 ans		49,9	58,6	42,4	48,7	48,1
50 - 54 ans 9,		9,3	6,4	3,8	10,3	9,1
55 ans ou plus		18,2	10,8	8,7	19,5	17,5
F	emmes	31,9	4,0	63,6	71,5	66,1

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

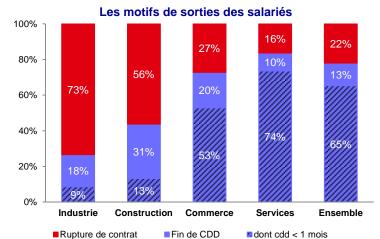
L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/lesmouvements-de-main-doeuvre

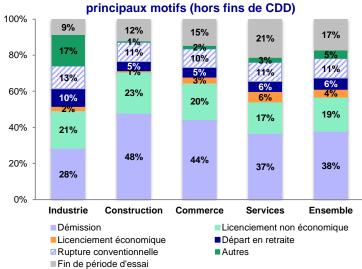
Source: Dares, MMO

Lecture: Au 2e trimestre 2021 parmi les embauches dans l'industrie 50,6 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 1,8 % des sorties des salariés de l'industrie contre 1 % tous secteurs confondus.



Lecture : dans le commerce, 53 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 28 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Territoire de Belfort 2e trimestre 2021	< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
Actifs en emploi (en %)	10,1	61,2	13,6	15,1	47,5	28,8
Embauches	2 209	3 391	645	1 081	4 831	1 410
dont en %: CDD	86,0	80,8	87,9	93,9	89,3	89,9
Sorties	1 818	3 470	657	1 262	4 764	1 226
dont en %: Fins de CDD	78,4	75,7	85,4	79,6	84,1	82,7
dont CDD < 1 mois	78,8	82,5	87,5	92,2	86,8	81,9
Demissions	8,6	11,1	2,9	3,2	6,0	6,9
Licenciements économiques	0,2	1,0	1,4	1,9	0,8	0,2
Licenc. non économiques	5,9	3,8	3,0	3,2	3,0	4,2
Retraite	0,0	0,0	0,0	7,8	1,0	0,0
Ruptures Conventionnelles	1,3	3,2	2,6	1,7	1,6	1,0

Source: Dares, MMO; Insee-RP 2018, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 93,9 % ont signé un CDD.



Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Territe	oire de E	elfort	BFC
	Т3	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2021	2021	cumul 2020	cumul 2020
Contrats aidés (conventions i	nitiales + ave	nants):		
PEC	100	265	+33,8	+48,9
dt jeunes	34	101	+68,3	+129,9
dt Education Nat.	0	7	+75,0	+8,9
dt Collectivités	33	97	+73,2	+113,5
dt résidents QPV	15	41	+41,4	+64,9
dt résidents ZRR	-	-	-	-
CIE Jeunes	23	51	-	-
Mesures d'accompagnem	ent :			
PACEA	227	632	+23,4	+32,9
dt Garantie Jeunes	87	181	+69,2	+97,4
dt résidents QPV	60	178	+36,9	+36,7
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs*	16	66	+34,7	+8,1
Alternance :				
Contrat apprentissage (a	ıu 2T2021))		
- secteur public	S	s	s	+61,9
- secteur privé	10	61	+32,6	+121,2
l '				

^{*} Données arrêtées à la semaine 39

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T1 2021	Cumul 2021	Var.(%)/	
	2021	2021	Cumui 2020	
Côte d'Or	374	374	+11,3	
Doubs	457	457	-1,3	
Jura	342	342	+16,7	
Nièvre	272	272	+87,6	
Haute-Saône	160	160	-4,2	
Saône-et-Loire	561	561	+22,8	
Yonne	413	413	+22,2	
Territoire de Belfort	94	94	+8,0	
BFC	2 673	2 673	+16,9	

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-

Franche-Comté et DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) :

i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : POEM (DGEFP), entrées, données brutes

IAE: ASP, traitement Dares

Stock: PEC: DARES

Emploi d'avenir: DARES

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-

Franche-Comté et DGEFP

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle	Territo	ire de Belfort	BFC
Données provisoires	T3	Var.(%)/	Var.(%)/
	2021	trim. année	trim. année
		précédente	précédente
Contrats aidés (conventions	initiales + aven	ants):	
PEC	213	+14,5	+15,7
Mesures d'accompagnem	ent:		
Garantie Jeunes	273	+52,0	+57,5
IAE (au 1T2021)	425	-2,0	+0,9

De nombreuses mesures existent pour encou-rager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

- ✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle locales...), Missions la professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...
- ✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH) Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES:

s : secret statistique



Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS	
2 ^{ème} trimestre 2021	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de pers.	Evol.	Nbre de pers.	Evol.
données brutes provisoires	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle
Côte d'Or	10 200	-2,1	36 333	-1,7	8 117	+0,3	1 790	-13,1
Doubs	12 633	-1,8	32 430	-1,2	10 210	-0,6	1 940	-7,6
Jura	3 857	-0,5	15 143	-1,0	5 080	-1,4	747	-13,2
Nièvre	5 860	-2,0	13 533	-2,1	6 200	-0,7	933	-9,7
Haute-Saône	4 253	-3,3	15 070	-0,4	5 267	+3,6	1 077	-6,9
Saône-et-Loire	10 577	-2,2	35 873	-1,2	11 450	+0,7	2 240	-13,3
Yonne	9 010	-3,5	22 750	-2,1	7 570	+4,9	1 420	-14,6
Territoire de Belfort	4 303	-1,5	9 437	+1,4	2 313	+1,0	700	-12,9
BFC	60 693	-2,2	180 569	-1,3	56 207	+0,9	10 847	-11,5

^{*} Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

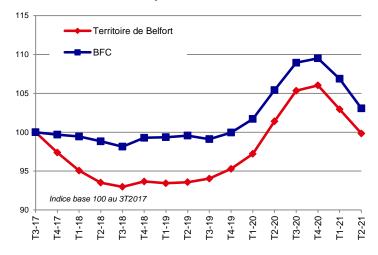
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

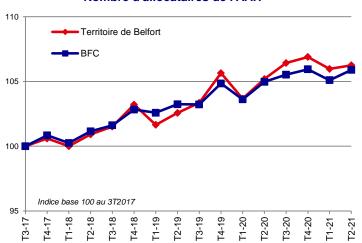
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources: Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES; MSA; Pôle emploi, FNA.

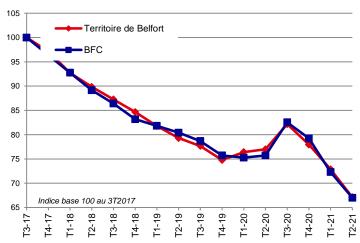
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

